

ACTION CONTRE LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

Lundi 12 janvier 2015

Des agents déterminés, très forte mobilisation à Vannes!

Le 1er Comité technique local convoqué le 6 janvier 2015 avait été boycotté par toutes les organisations syndicales.

Le 12 janvier 2015, 2ème convocation.

Comme à chaque fois, nous avons décidé de ne pas siéger, d'organiser l'envahissement du Comité et d'interpeller le Directeur. La CGT considère en effet qu'il ne sert absolument à rien d'aller discuter des suppressions d'emplois en Comité Technique.

La CGT, Solidaires et FO ont donc appelé tous les personnels à se mobiliser et à venir avec leurs représentants envahir la salle du Comité Technique. La Cfdt a décidé de siéger.

La mobilisation des agents a été très importante (environ 150) bien que la Direction ait tenté de nous mettre des bâtons dans les roues.

Une très forte délégation lorientaise était présente, la quasi totalité des SIE et du PCE, des vérificatrices également, la quasi totalité des agents des SIE de Ploërmel et Pontivy, une délégation du SIE d'Auray et les vannetais étaient également présents en nombre. C'était vraiment une très belle mobilisation !

Face au Directeur, plusieurs collègues sont intervenus : pour les SIE, le PCE et la brigade de vérification, lecture d'adresses rédigées par les agents. Intervention des collègues de Pontivy, de Ploërmel, d'Auray et de Vannes.

Les agents des SIE de Lorient ont particulièrement insisté auprès du Directeur pour le maintien du poste à l'accueil des professionnels. Une pétition, massivement signée, a été remise à la Direction. Les agents seront particulièrement attentifs à la réponse qu'il leur sera donnée. Ils sont prêts, s'il le faut, à aller plus loin dans la mobilisation.

Les agents refusent que leurs missions soient supprimées ou transférées: ils veulent les conserver et pouvoir les exercer dans les meilleures conditions. Avec donc un préalable : arrêtez les suppressions d'emplois !

Les collègues ont également exprimé un manque de reconnaissance de leur travail.

Le Directeur a commencé par nous répondre qu'il n'était pas responsable des suppressions d'emplois dans le Morbihan, c'est une décision du gouvernement et des parlementaires.

Face au mal être et à la souffrance au travail, la Direction répond par des chiffres : non la Direction ne met pas la pression, non elle ne demande pas aux agents de travailler plus avec moins d'effectifs!

Grosse réaction dans la salle car ce n'est absolument pas ce que les agents ressentent au quotidien dans leurs services.

Le Directeur n'a fait aucune annonce concernant les restructurations dans le Morbihan, liées à la démarche stratégique.

Sauf SIP/CDIF, mais il semblerait que le calendrier initial ne soit pas maintenu par la DG.

Sur les modifications d'horaires d'ouverture au public, aucune décision n'est encore prise mais il y a une réelle volonté de les diminuer, il faut « désintoxiquer » le contribuable ou l'usager. Nous avons insisté sur la notion de service public et le lien social qui est établi en recevant le public.

Plusieurs collègues se sont demandés si la Direction se sentait vraiment concernée par nos difficultés. Nous avons exigé qu'elle fasse remonter à la Direction Générale nos revendications.

L'action s'est terminée par un lâcher de ballons, symbolisant les suppressions d'emplois, dans la salle Berder. A peine avons nous quitté la salle, qu'un cadre présent s'est empressé de les jeter par la fenêtre.

Les prises de parole ont souvent été poignantes et émouvantes. La tension est palpable et le ras le bol est général. D'ailleurs les interventions ont toutes été applaudies par les collègues, ce que n'avait pas l'air de supporter le Directeur.

En ce début d'année très difficile, la CGT est satisfaite que la mobilisation ait été au rendez vous de cette action contre les suppressions d'emplois.

Le seul moyen d'inverser le cours des choses est la mobilisation et le rapport de forces.

Si nous voulons que la situation à la DGFIP change radicalement, il faudra multiplier les actions, partout.

Nous avons tenu une conférence de presse. 1 article est paru dans le Télégramme du 13 janvier.

Déclaration commune CGT/Solidaires/FO

Une fois de plus nous sommes ici pour constater que le département va encore perdre 25 emplois.

Rien d'original dans ce que nous allons vous dire, rien probablement dans ce que vous allez répondre.

Vous allez peut-être nous expliquer que le plan de qualification profite aux collègues, que le département bénéficie de correctifs positifs. Pourtant il ne s'agit que de déshabiller Pierre pour habiller Paul, et cette réalité ne répond pas à la question qui nous préoccupe.

Comment continuer à travailler et à remplir nos missions avec de moins en moins d'effectifs dans les services ?

Aussi nous rappelons pourquoi voulons-nous des emplois.

Pour plusieurs réalités largement partagées par les collègues que nous représentons et qui témoigneront d'une part l'Etat doit remplir son rôle de pourvoyeur d'emplois. Il ne peut demander aux entreprises privées d'arrêter de détruire des emplois, tout en le faisant lui-même sous couvert de modernisation de l'Etat.

Nous contestons l'approche gouvernementale continuant à faire de la DGFIP, le nouveau réservoir à suppressions d'emplois pour le budget de l'Etat.

Cette politique du « faire mieux en dépensant moins »- ne résiste pas à la réalité de l'exercice des missions. Elle déstabilise lourdement notre administration financière, va à l'encontre de la démarche affichée de mettre l'usager au coeur des Services Publics et conduit à une dégradation continue des conditions de travail des agents.

D'autre part et quoique que vous en pensiez, les fonctionnaires de la DGFIP comme tous les travailleurs ne demandent rien d'autre que d'effectuer ce qu'ils considèrent comme du bon travail. Et faire du bon travail c'est remplir notre mission de service public à savoir appliquer la loi et les règlements dans le respect de l'égalité de traitement de tous les citoyens.

Or que se passe t il ?

Nous n'avons plus les moyens de remplir nos missions donc le contrôle systématique devient aléatoire, peu importe que la fraude fiscale soit évaluée de 60 à 80 milliards d'euros, cette fraude s'amplifie du fait de la faiblesse des moyens de contrôle, l'essentiel est de réduire les effectifs; peu importe que le CICE puisse être capté par des entreprises fantômes sans contrôle, l'essentiel est l'affichage politique; peu importe que des communes soient privées de leur trésorerie de proximité, l'essentiel est de réduire les coûts, etc etc.

Nous n'allons pas faire un catalogue du désengagement de l'Etat dans la vie publique.

Depuis de trop nombreuses années, nous dénonçons un processus de réorganisation de l'Etat qui s'inscrit dans une politique dogmatique de suppressions d'emplois préjudiciable au bon exercice des missions de service public et aux conditions de travail. Tout démontre qu'il faut renforcer la DGFIP en emplois, tout justifie que l'amélioration des conditions de travail soit une priorité et tout plaide pour une reconnaissance de la technicité des agents, mais aussi pour une réaffirmation de l'utilité sociale et économique des missions qu'ils exercent.

Faut il donc renoncer ? Faut il alors s'étonner du malaise ambiant ?

Faut il se réjouir que chacun calcule combien de temps «il lui reste» avant sa retraite ?

Est ce le signe de bonne santé dans une administration ? Nous en doutons.

Il y a un caractère d'urgence aujourd'hui à combattre cette politique destructrice d'emplois, des solidarités et des services publics. Pour l'année 2015, les agents veulent être entendus, et exigent d'avoir les moyens d'assurer un service public efficace et de qualité

En effet, comment comprendre qu'un directeur qui paraît il connaît les difficultés d'exercice des missions ne s'élève pas face à la Direction Générale pour refuser les suppressions qui continuent depuis des années dans notre Département générant des charges de travail et des difficultés supplémentaires au quotidien.

Lorsque les agents manifestent leurs difficultés, ils ne sont pas entendus.

Pourtant, Monsieur le Directeur, ceci est bien de votre ressort.

Alors pour 2015 soutenez enfin vos agents !

